



Le Quotidien

Statistique Canada

Le mardi 11 avril 2006

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Investissement en construction de bâtiments non résidentiels, premier trimestre de 2006	2
Le rythme soutenu des investissements en construction de bâtiments non résidentiels de l'année dernière s'est poursuivi en 2006, en grande partie en raison de l'activité intense dans l'ouest du Canada, particulièrement en Alberta.	
Enquête trimestrielle sur les marchandises vendues au détail, quatrième trimestre de 2005 et année 2005	6
Grâce à la forte progression des ventes de carburants, d'huiles et d'additifs pour véhicules automobiles ainsi que d'articles de quincaillerie et de matériel et de fournitures pour le jardinage et l'entretien des pelouses, les détaillants ont enregistré en 2005 la plus forte hausse de leurs ventes d'une année à l'autre depuis 2002.	
Étude : Les détaillants canadiens en compétition pour le panier d'épicerie, 1997 à 2004	9
Indice des prix des logements neufs, février 2006	10
Un Rapport sur la faisabilité d'améliorer la mesure de la fraude au Canada, 2005	11
Enquête nationale sur les taux salariaux dans le secteur de la construction, 2005	11
Indice des prix des logiciels commerciaux, février 2006	12
Nouveaux produits	13



Communiqués

Investissement en construction de bâtiments non résidentiels

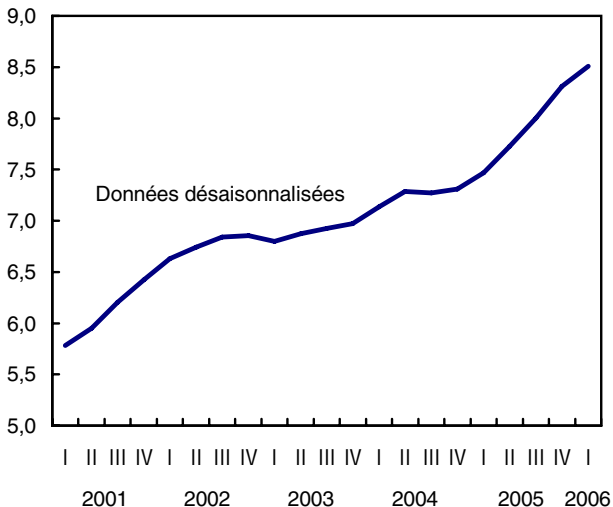
Premier trimestre de 2006

Le rythme soutenu des investissements en construction de bâtiments non résidentiels de l'année dernière s'est poursuivi en 2006, en grande partie en raison de l'activité intense dans l'ouest du Canada, particulièrement en Alberta.

Les investissements effectués au cours des trois premiers mois de 2006 ont augmenté de 2,3 % pour atteindre 8,5 milliards de dollars, ce qui représente un sixième sommet trimestriel consécutif.

Les investissements en construction de bâtiments non résidentiels poursuivent leur envolée

En milliards de \$



L'année dernière, les investissements en construction de bâtiments non résidentiels ont surpassé pour la première fois la marque des 31 milliards de dollars, principalement en raison des progressions énormes réalisées en Alberta et en Colombie-Britannique.

Au cours du premier trimestre de cette année, deux des trois composantes, soit celles commerciale et industrielle, ont enregistré des investissements record.

Les investisseurs ont injecté 4,8 milliards de dollars dans les projets commerciaux, en hausse de 3,0 % par rapport au quatrième trimestre. Dans la composante

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'investissement en construction de bâtiments non résidentiels exclut les travaux de génie. Ces données proviennent de l'Enquête sur les permis de construction, menée auprès des municipalités et visant à recueillir des renseignements sur les intentions de construction.

Des modèles de mise en place sont attribués pour chaque type de structure (industriel, commercial et institutionnel). Ces modèles de mise en place servent à répartir la valeur des permis de bâtir selon la durée des travaux. Les modèles diffèrent selon la valeur du projet de construction, car un projet de plusieurs millions de dollars prendra généralement plus de temps à terminer qu'un projet d'une centaine de milliers de dollars.

De plus, les données des enquêtes sur les dépenses en immobilisations et en réparations sont utilisées comme source de données complémentaire pour élaborer cette série d'investissements. Les données de l'investissement en construction de bâtiments non résidentiels tiennent également compte des valeurs repères d'investissement en construction non résidentielle des Comptes nationaux de revenus et dépenses.

Dans le cadre du communiqué de l'Investissement en construction de bâtiments non résidentiels, la région métropolitaine de recensement d'Ottawa-Gatineau est divisée en deux régions, soit Ottawa-Gatineau (partie Québec) et Ottawa-Gatineau (partie Ontario).

industrielle, les investissements ont atteint un sommet de 1,6 milliard de dollars, en hausse de 2,1 %, alors que les investissements institutionnels ont progressé de 1,2 % pour s'élever à 2,2 milliards de dollars.

À l'échelle provinciale, la hausse plus importante du premier trimestre, en terme de dollars, a été enregistrée en Alberta où les investissements ont crû de 125 millions de dollars pour atteindre 1,4 milliard de dollars. En Saskatchewan, loin au deuxième rang, les investissements ont augmenté de 39 millions de dollars pour atteindre 238 millions de dollars.

À l'opposé, la Nouvelle-Écosse, Terre-Neuve-et-Labrador, l'Ontario et l'ensemble des territoires ont terminé le premier trimestre en enregistrant des baisses.

Localement, 14 des 27 régions métropolitaines de recensement ont connu des hausses, la plus forte ayant été enregistrée à Edmonton où les investissements ont augmenté de 15,8 % pour atteindre 413 millions de dollars. À l'opposé, les investissements effectués à Toronto ont accusé le plus important repli en raison

d'une diminution marquée des investissements en bâtiments industriels.

Les résultats de l'Enquête sur les investissements privés et publics pour 2006 ont révélé une hausse de 8,2 % des investissements en construction (incluant le secteur des travaux de génie).

Investissement en construction de bâtiments non résidentiels, selon la région métropolitaine de recensement¹

	Premier trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2005 au premier trimestre de 2006
données désaisonnalisées				
	en millions de dollars		var. en %	
St. John's	54	61	60	-1,9
Halifax	112	137	121	-11,1
Saint John	17	18	23	27,7
Saguenay	15	36	32	-11,4
Québec	136	159	164	3,3
Sherbrooke	24	30	27	-10,0
Trois-Rivières	33	23	32	42,1
Montréal	717	683	679	-0,5
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	314	350	371	6,0
Ottawa-Gatineau (partie Québec)	57	56	55	-2,6
Ottawa-Gatineau (partie Ontario)	256	294	317	7,6
Kingston	38	37	30	-17,6
Oshawa	118	132	108	-18,1
Toronto	1 607	1 649	1 605	-2,6
Hamilton	180	144	159	9,9
St. Catharines-Niagara	91	59	56	-5,8
Kitchener	178	144	129	-10,2
London	149	141	122	-14,0
Windsor	74	78	88	13,4
Greater Sudbury / Grand Sudbury	35	31	27	-13,6
Thunder Bay	22	25	35	37,9
Winnipeg	165	174	200	15,0
Regina	53	55	78	41,0
Saskatoon	40	79	86	8,2
Calgary	365	482	516	7,0
Edmonton	283	357	413	15,8
Abbotsford	19	40	44	9,4
Vancouver	480	672	666	-0,9
Victoria	44	69	71	3,4

1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaines de recensement.

Composante commerciale : essor des immeubles à bureaux de l'ouest du Canada

Les investissements en construction de projets commerciaux ont progressé pour un dixième trimestre consécutif en raison de l'activité intense sur les chantiers d'immeubles à bureaux de l'ouest du Canada.

À l'échelon provincial, l'investissement commercial en Alberta a atteint un sommet de 882 millions de dollars, en hausse de 10,0 %, suivi de la Saskatchewan et de la Colombie-Britannique.

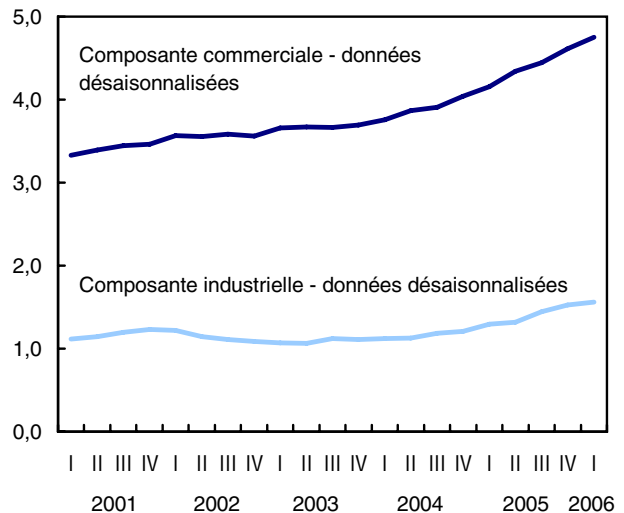
Après avoir connu la plus forte progression au trimestre précédent, l'Ontario a affiché la baisse la plus marquée en raison d'un repli des investissements dans la construction d'immeubles à bureaux, de magasins et de centres commerciaux.

Pour un deuxième trimestre consécutif, la croissance des investissements effectués à Edmonton a surpassé les autres régions métropolitaines, Regina et Calgary suivant de près. À l'opposé, Oshawa (-29,1 %) a connu la plus importante diminution au pays.

Le déclin des taux d'inoccupation dans les principaux centres urbains a maintenu une pression à la hausse sur la construction d'immeubles à bureaux. De plus, la croissance du commerce semble avoir favorisé la construction d'entrepôts, celle-ci ayant affiché une troisième progression trimestrielle d'affilée.

La construction de bâtiments commerciaux et industriels atteint de nouveaux sommets

En milliards de \$



Composante industrielle : croissance dans la construction d'usines de fabrication, de traitement et d'assemblage

Les investissements en construction de bâtiments industriels ont progressé pour un neuvième trimestre consécutif, atteignant un nouveau sommet. La construction d'usines de fabrication, de traitement et d'assemblage a été principalement à l'origine des hausses de la composante industrielle au cours des deux derniers trimestres.

Les investissements ont été particulièrement élevés en Alberta. Comme en 2005, l'activité entourant l'exploitation des ressources énergétiques a permis

à la province d'enregistrer des investissements de 264 millions de dollars au premier trimestre, en hausse de 8,7 %. Le fléchissement le plus important est survenu en Colombie-Britannique (-9,9 %) qui avait affiché des investissements record au quatrième trimestre de 2005.

Des 27 régions métropolitaines de recensement, 14 ont enregistré des hausses trimestrielles. Winnipeg, Edmonton et Calgary ont connu les augmentations les plus importantes, alors que Toronto a connu le plus important repli pour un troisième trimestre consécutif. Les investissements effectués à Toronto ont diminué de 12,0 %, s'établissant à 222 millions de dollars.

Les niveaux élevés d'utilisation de la capacité industrielle observés en 2005, conjugués à une demande intérieure forte, ont continué de soutenir les projets d'investissements. Ainsi, il semble qu'un certain nombre d'industries aient choisi de rénover ou d'agrandir leurs installations pour répondre à la demande.

Les investissements enregistrés au premier trimestre ont matérialisé en partie les intentions déclarées dans l'Enquête sur les perspectives des investissements privés et publics de 2006, qui dévoilait des hausses importantes dans la construction d'usines.

Composante institutionnelle : Début d'année timide pour les investissements en bâtiments institutionnels

Les investissements dans la composante institutionnelle ont crû pour un quatrième trimestre d'affilée, bien qu'il s'agissait d'une légère hausse de 1,2 %. Cette hausse s'est répartie sur l'ensemble des catégories de bâtiments, qui ont tous connu une augmentation.

Pour un quatrième trimestre consécutif, la Colombie-Britannique s'est démarquée, affichant les hausses d'investissement les plus importantes (+10,1 %) et demeurant le chef de file dans la croissance des investissements en construction d'établissements d'enseignement.

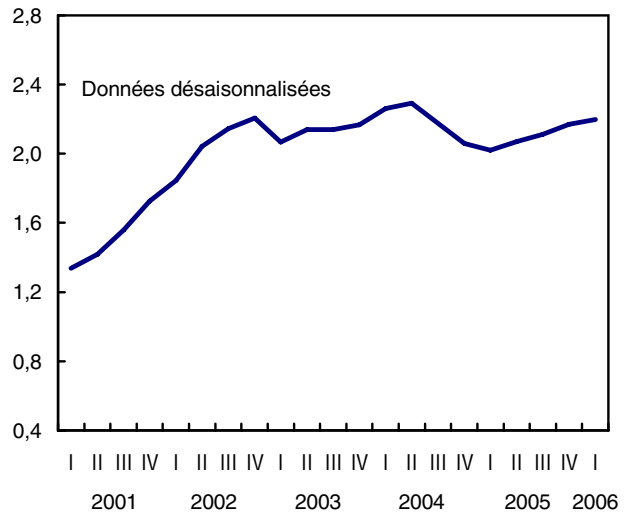
À l'opposé, la Nouvelle-Écosse a connu une diminution de 46,1 % pour se fixer à 41,4 millions de dollars, en raison d'un recul dans presque tous les types de bâtiments. La province avait maintenu des investissements record tout au long de 2005.

Du côté des régions métropolitaines de recensement, Ottawa est arrivée en tête de la croissance au premier trimestre, les investissements ayant crû de 28,2 % pour atteindre 131 millions de dollars. Des investissements importants dans les établissements de soins de santé étaient à l'origine de ces résultats.

À Halifax, les investissements en bâtiments institutionnels ont connu le plus important repli (-53,1 %) pour se situer à 22 millions de dollars. Des 27 régions métropolitaines de recensement, 15 ont enregistré des baisses.

Les investissements en bâtiments institutionnels progressent légèrement au premier trimestre

En milliards de \$



Investissement en construction de bâtiments non résidentiels

	Premier trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2005 au premier trimestre de 2006
données désaisonnalisées				
	en millions de dollars			var. en %
Canada	7 470	8 313	8 507	2,3
Terre-Neuve-et-Labrador	85	82	79	-4,0
Île-du-Prince-Édouard	24	36	36	0,3
Nouvelle-Écosse	225	256	238	-7,1
Nouveau-Brunswick	129	169	179	5,8
Québec	1 368	1 379	1 390	0,8
Ontario	3 348	3 451	3 448	-0,1
Manitoba	245	251	267	6,4
Saskatchewan	162	199	238	19,3
Alberta	998	1 306	1 432	9,6
Colombie-Britannique	787	1 119	1 158	3,4
Yukon	23	22	15	-33,6
Territoires du Nord-Ouest	51	34	24	-28,3
Nunavut	23	9	4	-48,9

Données stockées dans CANSIM : tableau 026-0016.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5014.

Des données plus détaillées sur l'investissement en construction de bâtiments non résidentiels sont également offertes en ligne dans des tableaux gratuits. À partir de la page *Le Canada en statistiques*, choisissez *Indicateurs les plus récents*, puis *Construction*.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec Patrick Lemire au (613) 951-6321 (bdp_information@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Bechir Oueriemmi au (613) 951-1165, Division de l'investissement et du stock de capital. ■

Enquête trimestrielle sur les marchandises vendues au détail

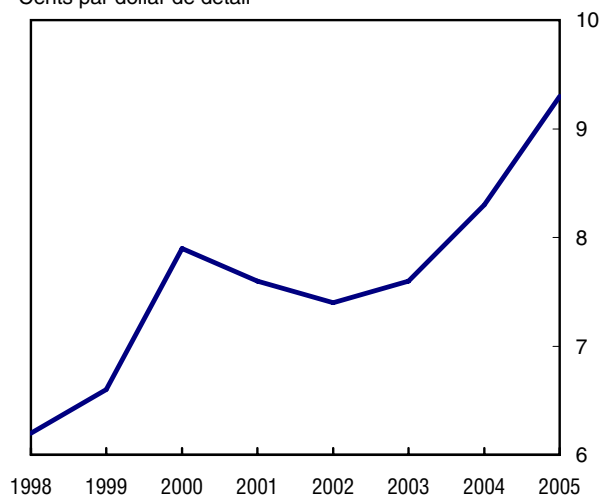
Quatrième trimestre de 2005 et année 2005

Grâce à la forte progression des ventes de carburants, d'huiles et d'additifs pour véhicules automobiles ainsi que d'articles de quincaillerie et de matériel et de fournitures pour le jardinage et l'entretien des pelouses, les détaillants ont enregistré en 2005 la plus forte hausse de leurs ventes d'une année à l'autre depuis 2002.

Les achats des consommateurs dans les magasins de détail l'an dernier se sont élevés à 369,2 milliards de dollars, en hausse de 6,2 % par rapport à 2004. Il s'agit de la croissance la plus élevée depuis 2002, alors que la hausse était de 6,4 %. Les ventes au quatrième trimestre ont augmenté de 5,4 % par rapport au même trimestre de 2004.

Les carburants et les huiles prennent une plus grande part du dollar des consommateurs en 2005

Cents par dollar de détail



Proportionnellement, pour chaque tranche de 100 \$ de dépenses de consommation dans les magasins de détail l'an dernier, environ 22 \$ ont servi à acheter des aliments et des boissons, 22 \$, des véhicules automobiles, des pièces et des services, un peu plus de 9 \$, des carburants, des huiles et des additifs pour véhicules automobiles, 9 \$, des meubles, des accessoires de maison et des appareils électroniques, 8 \$, des vêtements, des chaussures et des accessoires, 8 \$, des articles de santé et de soins personnels et 7 \$, des articles de quincaillerie

et du matériel et des fournitures pour le jardinage et l'entretien des pelouses.

Les ventes de carburants, d'huiles et d'additifs pour véhicules automobiles ont crû de 17,7 % pour atteindre 34,2 milliards de dollars, ce qui représente la plus forte augmentation depuis 2000. Il s'agit en outre d'une deuxième année consécutive où l'on a enregistré une hausse d'au moins 10 %. Cette progression est en grande partie attribuable à la hausse de 12,8 % du prix de l'essence.

Environ 9 cents de chaque dollar d'achat au détail en 2005 ont été dépensés sur des carburants, des huiles et des additifs pour véhicules automobiles, comparativement à 6 cents seulement en 1998. Les dépenses des consommateurs en carburants, en huiles et en additifs pour véhicules automobiles en 2005 ont été plus de deux fois supérieures à celles enregistrées en 1998.

L'essor du secteur de l'habitation stimule les ventes d'articles de quincaillerie et de produits pour la rénovation

L'essor soutenu que connaît le secteur canadien de l'habitation a contribué à l'augmentation de 8,6 % des ventes d'articles de quincaillerie et de matériel et de fournitures pour le jardinage et l'entretien des pelouses. Les ventes liées à la principale composante de ce groupe de marchandises, c'est-à-dire les articles de quincaillerie et les produits pour la rénovation, ont atteint 19,9 milliards de dollars en 2005, en hausse de 8,2 % par rapport à 2004.

Les ventes de matériel et de fournitures pour le jardinage et l'entretien des pelouses ont aussi été importantes, totalisant 5,3 milliards de dollars, en hausse de 10,2 % comparativement à 2004. Depuis 2001, les ventes de matériel et de fournitures pour le jardinage et l'entretien des pelouses ont augmenté d'environ 10 % chaque année.

Parallèlement, les ventes de meubles, d'accessoires de maison et d'appareils électroniques ont crû de 5,4 % pour atteindre 33,3 milliards de dollars. À l'intérieur de ce groupe de marchandises, les ventes d'accessoires de maison (tentures, literie, revêtements de sol et oeuvres d'art) ont été particulièrement fortes, progressant de 6,1 %. Les achats d'appareils ménagers par les consommateurs ont été supérieurs de 6,2 % à ceux de l'année précédente. Les ventes d'appareils électroniques (téléviseurs, appareils photo, matériel informatique, logiciels, téléphones, etc.) ont pour leur part augmenté de 4,5 %, s'établissant à 11,9 milliards de dollars.

Les ventes de véhicules automobiles, de pièces et de services se sont élevées à 80,8 milliards de dollars,

en hausse de 5,5 %. Il s'agit de la plus forte croissance des trois dernières années. Les programmes d'incitation ont contribué à l'augmentation de 5,6 % des ventes de véhicules neufs en 2005, celles-ci enregistrant la plus forte hausse depuis 2002. Les ventes de véhicules neufs ont représenté 55 % des ventes totales dans cette catégorie. Les ventes de véhicules d'occasion ont, quant à elles, progressé de 1,8 % seulement, tandis que les revenus tirés des ventes de pièces et d'accessoires pour véhicules automobiles ont grimpé de 9,5 %.

La hausse des ventes d'aliments et de boissons est la plus forte des six dernières années

Les ventes d'aliments et de boissons par les détaillants ont augmenté de 5,5 % en 2005. Il s'agit de la plus forte hausse observée depuis 1999. Cependant, elle demeure inférieure à la hausse annuelle des ventes au détail en 2005 (+6,2 %). Les trois principales composantes de ce groupe de marchandises (aliments, boissons non alcoolisées et boissons alcoolisées) ont connu une croissance d'envergure similaire.

Les ventes annuelles de vêtements, de chaussures et d'accessoires ont progressé de 4,0 % pour atteindre 30,4 milliards de dollars. Il s'agit de la plus forte hausse depuis 1999. Les prix des vêtements ont fléchi de 1,3 % en 2005 par rapport à l'année précédente. Au total, 57 \$ de chaque tranche de 100 \$ de dépenses pour des marchandises de cette catégorie ont servi à acheter des vêtements pour femmes, 29 \$, des vêtements pour hommes et 12 \$, des vêtements pour enfants.

Par contre, les dépenses des consommateurs au chapitre des articles de santé et de soins personnels dans les magasins de détail ont crû de 5,2 %, ce qui représente la plus faible hausse d'une année à l'autre au cours des cinq dernières années. Les ventes de médicaments sur ordonnance, qui ont constitué plus de la moitié des ventes dans cette catégorie, ont augmenté de 7,1 %. Cette hausse est nettement moins importante que celles observées en 2002 et en 2003, où les augmentations des ventes avaient dépassé 10 %. D'une année à l'autre, les ventes de médicaments en vente libre et de vitamines ont progressé de 2,9 % en 2005. En 2004, la croissance était de 3,1 %.

Quatrième trimestre de 2005 : les ventes de carburants et d'huiles pour véhicules automobiles connaissent de nouveau la plus forte hausse

Les carburants, les huiles et les additifs pour véhicules automobiles ont été de nouveau le groupe de marchandises dont les ventes ont connu la plus forte hausse d'une année à l'autre. Cette progression a atteint 16,9 % au quatrième trimestre de 2005 après avoir été de 26,0 % au troisième trimestre. Ces

résultats s'expliquent en grande partie par la croissance de 13,8 % du prix de l'essence à la pompe au quatrième trimestre.

Dans l'ensemble, les dépenses des consommateurs dans les magasins de détail se sont élevées à 98,6 milliards de dollars lors des trois derniers mois de 2005, en hausse de 5,4 % par rapport au trimestre correspondant en 2004. Il s'agit de la plus faible croissance d'une année à l'autre depuis le premier trimestre de 2005. Les ventes ont augmenté pour chacun des principaux groupes de marchandises. Les plus fortes hausses ont été observées pour les articles de quincaillerie et le matériel et les fournitures pour le jardinage et l'entretien des pelouses (+9,1 %) ainsi que pour les meubles, les accessoires de maison et les appareils électroniques (+6,1 %).

Les ventes de véhicules automobiles, de pièces et de services se sont chiffrées à 18,8 milliards de dollars lors du quatrième trimestre de 2005, en hausse de 3,6 % par rapport au même trimestre de l'année précédente. Il s'agit là encore de la plus faible progression d'une année à l'autre depuis le premier trimestre de 2005.

Les ventes de véhicules neufs au quatrième trimestre ont crû de 2,3 % comparativement au même trimestre de 2004, tandis que les ventes de véhicules d'occasion ont diminué de 1,8 %. Certains des programmes d'incitation lancés à la fin du deuxième trimestre de 2005 ont été interrompus avant la fin de l'année. Les ventes de pièces et d'accessoires pour véhicules automobiles (y compris les pneus) ont augmenté de 11,7 % au quatrième trimestre.

Nota : L'Enquête trimestrielle sur les marchandises vendues au détail est conçue de manière à recueillir des données nationales sur les ventes au détail par catégorie de marchandises auprès d'un sous-échantillon d'entreprises qui participent à l'Enquête mensuelle sur le commerce de détail. Les données trimestrielles n'ont pas été désaisonnalisées. Toutes les variations en pourcentage sont des variations d'une année à l'autre.

Données stockées dans CANSIM : tableau 080-0018.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2008.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour commander des données, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-3549 ou composez sans frais le 1 877 421-3067 (*detaillantsinfo@statcan.ca*). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Serge Grenier au (613) 951-3566, Division de la statistique du commerce. □

Ventes annuelles par marchandises, ensemble des magasins de vente au détail

	2003	2004	2005	2003 à 2004	2004 à 2005
	en millions de dollars			var. en %	
Marchandises					
Aliments et boissons	73 284	76 869	81 071	4,9	5,5
Articles de santé et de soins personnels	27 154	29 283	30 815	7,8	5,2
Vêtements, chaussures et accessoires	28 156	29 206	30 360	3,7	4,0
Meubles, articles d'ameublement et appareils électroniques	29 874	31 605	33 325	5,8	5,4
Véhicules automobiles, pièces et services	76 271	76 599	80 784	0,4	5,5
Carburants, huiles et additifs pour véhicules automobiles	25 325	29 016	34 164	14,6	17,7
Articles et fournitures pour la maison	7 039	7 287	7 503	3,5	3,0
Quincaillerie et produits pour pelouse et jardin	20 998	23 189	25 190	10,4	8,6
Articles de sport et loisir	12 038	12 292	12 830	2,1	4,4
Tous les autres biens et services	31 889	32 357	33 133	1,5	2,4
Total	332 027	347 704	369 175	4,7	6,2

Ventes par marchandise, ensemble des magasins de vente au détail

	Quatrième trimestre de 2004 ^r	Troisième trimestre de 2005 ^r	Quatrième trimestre de 2005 ^p	Quatrième trimestre de 2004 au quatrième trimestre de 2005
	données non désaisonnalisées			
	en millions de dollars			var. en %
Marchandises				
Aliments et boissons	20 587	21 051	21 496	4,4
Articles de santé et de soins personnels	7 913	7 645	8 350	5,5
Vêtements, chaussures et accessoires	9 502	7 430	9 931	4,5
Meubles, articles d'ameublement et appareils électroniques	9 906	8 278	10 507	6,1
Véhicules automobiles, pièces et services	18 137	21 407	18 783	3,6
Carburants, huiles et additifs pour véhicules automobiles	7 564	9 748	8 839	16,9
Articles et fournitures pour la maison	2 104	1 937	2 177	3,5
Quincaillerie et produits pour pelouse et jardin	5 461	7 074	5 959	9,1
Articles de sport et loisir	4 195	3 037	4 349	3,7
Tous les autres biens et services	8 187	8 756	8 202	0,2
Total	93 557	96 363	98 593	5,4

^r Données révisées.

^p Données provisoires.



Étude : Les détaillants canadiens en compétition pour le panier d'épicerie 1997 à 2004

Les épiciers canadiens se tirent bien d'affaire dans la concurrence qui les met nez à nez avec les magasins de marchandises diverses pour le panier d'épicerie. Il semble aussi qu'ils font beaucoup mieux que leurs homologues américains, selon un article paru aujourd'hui.

Les Canadiens, comparativement aux Américains, font bien moins leur épicerie dans les magasins de marchandises diverses. La tendance chez les consommateurs à faire leurs emplettes à un seul endroit rejoindrait bien moins d'adeptes de ce côté-ci de la frontière.

Le présent article examine la compétition pour le panier d'épicerie du consommateur entre les magasins d'aliments et de boissons et les magasins de marchandises diverses. De plus, il compare la situation relative de ces deux types de magasins au Canada et aux États-Unis.

Les magasins d'alimentation canadiens ont conservé la part du lion du marché des dépenses alimentaires. À l'opposé, les épiciers américains perdent du terrain face aux magasins de marchandises diverses.

Les consommateurs canadiens ont dépensé 61,6 milliards de dollars au chapitre des aliments en 2004. D'une part, pour chaque tranche de 100 \$, ils ont déboursé 83,90 \$ dans les magasins d'alimentation, ce qui représente un montant à peu près inchangé comparativement à 85,10 \$ en 1998.

D'autre part, les consommateurs canadiens ont déboursé seulement 10,60 \$ en achat d'aliments dans les magasins de marchandises diverses en 2004, à peine un peu plus que les 9,00 \$ quatre ans plus tôt.

Par contre, les Américains ont déboursé pour chaque tranche de 100 \$US, à peine 70,40 \$US dans les magasins d'alimentation en 2002. Ils y dépensaient 76,90 \$US en 1997.

Pour conserver leur clientèle, les détaillants canadiens en alimentation ont offert une gamme d'articles alimentaires plus diversifiée. Ils ont aussi davantage accru leur offre d'articles non alimentaires comparativement aux détaillants d'alimentation américains.

Entre 1998 et 2004, la proportion des ventes non alimentaires dans les magasins d'alimentation a progressé de 5,1 points de pourcentage au Canada. Il s'agit d'une croissance pratiquement cinq fois plus grande que celle de 1,1 point de pourcentage observée aux États-Unis entre 1997 et 2002.

Les ventes d'articles non alimentaires consistent principalement de produits de première nécessité, tels que les articles de santé et de soins personnels. La vente de ces articles dans les magasins d'alimentation a bondi de plus de 10 % par année. Ces articles ont eu plus de succès à retrancher des parts de marché aux autres détaillants.

Au Canada, les magasins d'alimentation ont accru leur part de marché des ventes d'articles de santé et de soins personnels, qui est passée de 13,9 % des ventes totales en 1998 à 16,8 % en 2004. Ce sont pour les médicaments (avec et sans ordonnance), les vitamines, les plantes médicinales et les autres suppléments de santé que les magasins d'alimentation ont gagné le plus de parts de marché. Cette part a augmenté de 10,3 % des ventes totales en 1998 à 14,1 % en 2004.

Ces augmentations importantes sont en partie le résultat de la présence accrue de pharmacies dans les supermarchés et de la croissance de la consommation de médicaments. Les magasins d'alimentation ont vendu proportionnellement plus de ces articles de santé que les magasins de marchandises diverses.

Une des raisons possibles du succès des magasins d'alimentation au Canada est qu'ils investissent beaucoup plus dans leurs magasins que les magasins de marchandises diverses ne le font. Aux États-Unis, le contraire a été observé.

Au Canada, les magasins d'alimentation ont investi 1,1 milliard de dollars dans des immeubles commerciaux en 2005, alors que les magasins de marchandises diverses ont investi 189 millions de dollars. Autrement dit, les magasins d'alimentation ont contribué à 85,8 % de l'investissement dans ces deux secteurs.

Aux États-Unis, les magasins de marchandises diverses ont investi 7,5 milliards de dollars américains (69,3 % du total) dans la construction d'immeubles commerciaux, alors que leurs concurrents en alimentation ont investi 3,3 milliards de dollars américains (30,7 % du total).

Initialement, l'investissement s'était accru plus rapidement aux États-Unis qu'au Canada, grâce à la progression plus rapide des dépenses des ménages dans ce pays durant les années 1990. Au cours de cette période, la consommation était limitée au Canada par une longue récession et par la croissance du magasinage transfrontalier.

C'est ainsi qu'il a fallu attendre la décennie actuelle pour voir l'investissement des détaillants augmenter rapidement au Canada, grâce à une croissance soutenue des dépenses des consommateurs et à la baisse du dollar qui a ramené les consommateurs canadiens à la maison. Par la suite, les restrictions plus grandes en ce qui concerne traverser la frontière après

les événements du 11 septembre 2001 ont maintenu cette tendance, malgré un dollar canadien qui prenait de la valeur.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 2008, 2409 et 2447.

L'article analytique intitulé «Les détaillants canadiens en compétition pour le panier d'épicerie» (11-621-MIF2006038, gratuit) est maintenant offert en ligne dans la série *Analyse en bref*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Guillaume Dubé au (613) 951-1026, Division de la statistique du commerce. ■

Indice des prix des logements neufs

Février 2006

Les prix des logements neufs ont continué d'augmenter fortement en février, l'Indice des prix des logements neufs affichant une hausse de 0,7 %, ce qui représente une croissance légèrement inférieure à celle observée en janvier (+0,9 %). Sur 12 mois, les prix ont progressé de 7,0 %, comparativement à 6,6 % le mois précédent.

L'Indice des prix des logements neufs (1997=100) a atteint 135,3 en février.

La hausse du prix des matériaux de construction et des coûts de main-d'oeuvre est la principale cause de l'augmentation des prix à l'échelle nationale. La demande appréciable pour des logements neufs dans certaines régions métropolitaines est un autre facteur qui a contribué à la montée des prix. L'augmentation de la valeur des terrains a contribué à la hausse des prix dans 10 des 21 régions métropolitaines observées.

Des 21 régions métropolitaines visées par l'enquête, 15 ont affiché des hausses mensuelles. Calgary (+2,2 %) s'est classée en tête. Les croissances enregistrées s'expliquent par la progression du prix des matériaux, des coûts de main-d'oeuvre et du prix des terrains, ainsi que par la bonne demande et l'augmentation du coût des services architecturaux.

Québec (+1,5 %), Edmonton (+1,1 %), Vancouver (+0,8 %), St. John's et London (+0,7 % chacune) ont affiché des hausses appréciables, attribuables en majeure partie à l'augmentation du prix des matériaux, des coûts de main-d'oeuvre et des frais de lotissement. La valeur élevée des terrains est un facteur qui est entré en jeu à Québec et à Edmonton.

Des hausses mensuelles ont également été observées à Saint John, à Fredericton et Moncton, à Montréal, à Ottawa-Gatineau, à Toronto et Oshawa, à St. Catharines-Niagara, à Hamilton, à Kitchener, dans le Greater Sudbury / Grand Sudbury et Thunder Bay et à Winnipeg.

Cinq régions métropolitaines n'ont affiché aucun changement au cours du mois, tandis que Charlottetown (-0,4 %) a enregistré la seule baisse.

Sur 12 mois, Calgary (+22,8 %) a affiché, pour un quatrième mois d'affilée, la plus forte augmentation des prix des maisons neuves, suivie d'Edmonton (+12,4 %), de Winnipeg (+9,6 %), de Victoria (+7,0 %), de Québec et de Regina (+6,6 % chacune) ainsi que de Halifax et de Vancouver (+6,5 % chacune).

Indice des prix des logements neufs (1997=100)

	Février 2006	Février 2005 à février 2006	Janvier à février 2006
		var. en %	
Canada	135,3	7,0	0,7
Maisons seulement	144,5	7,0	0,8
Terrains seulement	117,2	6,2	0,3
St. John's	127,8	3,3	0,7
Halifax	129,7	6,5	0,0
Charlottetown	113,5	1,2	-0,4
Saint John, Fredericton et Moncton	111,8	2,7	0,4
Québec	141,3	6,6	1,5
Montréal	145,3	3,9	0,6
Ottawa-Gatineau	156,6	3,0	0,1
Toronto et Oshawa	135,5	4,6	0,2
Hamilton	138,7	4,9	0,3
St. Catharines-Niagara	141,8	4,7	0,6
Kitchener	135,4	4,5	0,5
London	131,2	6,3	0,7
Windsor	106,0	0,7	0,0
Greater Sudbury / Grand Sudbury et Thunder Bay	101,1	2,0	0,5
Winnipeg	139,7	9,6	0,6
Regina	149,9	6,6	0,0
Saskatoon	128,3	3,6	0,0
Calgary	173,4	22,8	2,2
Edmonton	150,2	12,4	1,1
Vancouver	109,5	6,5	0,8
Victoria	117,0	7,0	0,0

Note: Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaines de recensement.

Données stockées dans CANSIM : tableau 327-0005.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2310.

Le numéro du quatrième trimestre de 2005 de *Statistiques des prix des immobilisations* (62-007-XIF, 20 \$ / 59 \$) paraîtra bientôt.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-9606 (infounit@statcan.ca) ou avec Randy Sterns au (613) 951-8183 (sterran@statcan.ca), Division des prix. Télécopieur : (613) 951-1539. ■

Un Rapport sur la faisabilité d'améliorer la mesure de la fraude au Canada 2005

Ce rapport sur la faisabilité présente un plan pour améliorer les données sur la fraude au Canada, au moyen d'une enquête auprès des entreprises et de modifications au Programme de déclaration uniforme de la criminalité (DUC), l'enquête qui recueille des statistiques sur les crimes confirmés par la police.

Étant donné la mondialisation, l'utilisation croissante de la technologie et la complexité accrue de certaines activités criminelles, le problème de la fraude suscite de plus en plus d'inquiétudes au Canada et dans d'autres pays.

À l'heure actuelle, l'information nationale sur la fraude est tirée des données officielles sur la criminalité déclarées par les services de police dans le cadre du Programme DUC. Toutefois, ces données ne fournissent pas une image exacte de la nature et de l'étendue de la fraude au Canada, et ce, pour deux principales raisons : la sous-déclaration à la police des affaires de fraude par les particuliers et les entreprises, et le manque d'uniformité dans la façon dont les fraudes sont dénombrées par les services de police de tout le pays et déclarées au Programme DUC.

Afin de recueillir de meilleures données qui éclaireraient les questions liées à la fraude pour les administrations publiques, les organismes d'application de la loi et le secteur privé, on recommande dans ce rapport sur la faisabilité de procéder à des enquêtes auprès des banques, des sociétés de cartes de crédit et de débit, de certains détaillants, des sociétés d'assurance biens et d'assurance risques divers, des sociétés d'assurance-maladie et d'assurance-invalidité, ainsi que de certains fabricants. Le rapport présente des recommandations sur les méthodes d'enquête et le contenu du questionnaire, et il comprend une estimation des coûts ainsi qu'un calendrier de mise en oeuvre proposé.

On y recommande également des modifications au Programme DUC, afin d'améliorer la façon dont sont comptées les affaires ainsi que la pertinence des données recueillies par le programme, pour qu'elles répondent mieux aux besoins d'information des administrations publiques, des organismes d'application de la loi et du secteur privé.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3302.

Le rapport intitulé *Une étude de faisabilité d'améliorer la mesure de la fraude au Canada* (85-569-XIF, gratuit) est maintenant accessible en ligne. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Gratuites*, puis *Justice*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-9023 ou composez sans frais le 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique juridique. ■

Enquête nationale sur les taux salariaux dans le secteur de la construction 2005

Il est maintenant possible de consulter les données de l'Enquête nationale de 2005 sur les taux salariaux dans le secteur de la construction en Colombie-Britannique, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut.

Les trois professions les mieux rémunérées en Colombie-Britannique pour lesquelles des données sont disponibles sont celle de constructeur d'ascenseurs, dont le taux de salaire moyen le plus souvent payé était de 36,35 \$ l'heure, suivi de celle de mécanicien en réfrigération et en climatisation (29,94 \$) et celle d'opérateur de grue à tour (28,82 \$).

Les professions les moins bien rémunérées étaient celle d'aide de soutien des métiers/manoeuvre, dont la rémunération était de 17,34 \$ l'heure, celle d'ouvrier chargé de diriger la circulation (17,53 \$) et celle d'aide de soutien de métiers/manoeuvre avec certificat de premiers soins (18,77 \$). Toutes étaient bien au-dessus du salaire minimum provincial de 8 \$ l'heure.

Le choix des professions à observer s'est fait en consultation avec les syndicats et les employeurs du secteur de la construction. En raison de leur population plus faible, moins de professions ont pu être observées dans les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut.

Parmi les professions pour lesquelles des données sont disponibles, les travailleurs de la construction les mieux rémunérés dans les Territoires du Nord-Ouest étaient les plombiers, à 29,82 \$ l'heure, et les moins bien rémunérés étaient les aides de soutien des métiers/manoeuvres à 16,80 \$ / heure. La situation était similaire au Nunavut. Les plombiers gagnaient 23,61 \$, et les aides de soutien des métiers/manoeuvres, 16,94 \$.

L'enquête a porté sur les établissements du secteur de la construction qui comptent six salariés ou plus.

Les établissements ont été invités à communiquer les taux de salaires des salariés travaillant à temps plein dans certaines professions et à préciser s'ils étaient syndiqués ou non.

Les données ont été recueillies uniquement pour les employés travaillant dans des chantiers de construction institutionnelle ou commerciale. Dans les cas des professions réglementées qui exigent un certificat, l'information a été recueillie uniquement pour les travailleurs qui avaient le certificat nécessaire.

Nota : Cette enquête, réalisée pour le compte de la Direction générale du travail de Ressources humaines et de Développement social Canada, aide à établir les échelles de salaires pour les travailleurs des chantiers de construction fédéraux. L'enquête est réalisée région par région, en séquence, dans tout le pays. Le Québec et le Yukon, où les taux salariaux sont établis par le gouvernement provincial et territorial, sont exclus. Le prochain cycle de l'enquête aura lieu en 2006 et portera sur Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2935.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Luke Pelot au (613) 951-1002 (luke.pelot@statcan.ca), Division des petites entreprises et des enquêtes spéciales.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour d'autres demandes concernant des échelles de

salaires établies à partir de ces données pour les travailleurs des chantiers de construction fédéraux, communiquez avec Claude Saint-Jean au (819) 953-3183 (claudio.stjean@hrsdcc-rhdcc.gc.ca), Ressources humaines et développement social Canada. ■

Indice des prix des logiciels commerciaux
Février 2006

L'Indice des prix des logiciels commerciaux (IPLC) est une série mensuelle qui mesure l'évolution du prix d'achat des logiciels préemballés généralement achetés par les entreprises et les gouvernements. L'IPLC (2001=100) pour février était de 68,7, en baisse de 2,0 % comparativement à janvier.

Cet indice n'est disponible qu'à l'échelle du Canada.

Données stockées dans CANSIM : tableau 331-0003.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5068.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-9606 ou composez sans frais le 1 866 230-2248 (infounit@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Fred Barzyk au (613) 951-2493 (fred.barzyk@statcan.ca), Division des prix. ■

Nouveaux produits

Analyse en bref : «Les détaillants canadiens en compétition pour le panier d'épicerie», 2005, n° 38
Numéro au catalogue : 11-621-MIF2006038
(gratuit).

Une étude de faisabilité d'améliorer la mesure de la fraude au Canada, 2005
Numéro au catalogue : 85-569-XIF
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM et -XBB ou XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1 800 267-6677**

Pour les autres pays, composez le : **1 613 951-7277**

Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le : **1 877 287-4369**


Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le : **1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

catalogue 1 - XIF (anglais) 11 (016) (50) (000401)



Statistique Canada

Le jeudi 6 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** Malgré le pic de la demande aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements au travail par semaine en transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années. 2
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** Au regard de la croissance de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises combinée en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible. 5

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice des offres d'emploi, mai 1997 10
- Emplois sur les anticipations à court terme 10
- Ajuste en termes réels, secteur de services le 31 mai 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Statistique Canada / Statistiska Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à lstproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.